

## « Vous serez mes témoins » - Assemblée générale de la Conférence des Églises Européennes KEK, 31 mai - 6 juin 2018, Novi Sad / Serbie – rapport de la délégation de la FEPS

### 1. Introduction

La KEK, créée en 1959, en pleine guerre froide, comme instrument de toutes les Églises non catholiques d'Europe pour la promotion de la paix et l'unité du continent, a tenu son Assemblée Générale dans une des régions les plus multiculturelles d'Europe, dans la province de Voïvodine, à Novi Sad, dans le nord de la Serbie, à env. 80 km de Belgrade. Ce pluralisme ethnique, culturel et religieux est le fruit de l'histoire agitée de cette région, qui a appartenu jusqu'en 1920 au Royaume de Hongrie, et qui a longtemps constitué la frontière face à l'Empire ottoman. La ville, traversée par le Danube, a été également la victime de bombardements lors du conflit en Yougoslavie en 1999. En particulier les ponts qui enjambent le Danube avaient été détruits par l'OTAN pour ralentir le déplacement et le ravitaillement des troupes. Actuellement, la Serbie est en phase de pré-accession à l'Union européenne. Outre l'Église orthodoxe serbe, la Serbie compte donc d'autres Églises membres de la KEK : l'Église réformée (hongroise), luthérienne (slovaque), méthodiste. A celles-ci s'ajoutent bien sûr encore l'Église catholique-romaine, la communauté juive et des paroisses baptistes.

La dernière Assemblée de la KEK avait eu lieu en 2013 à Budapest / Hongrie. Lors de celle-ci, les Églises avaient approuvé, non sans de longues et difficiles discussions, une nouvelle Constitution, simplifiant les structures et clarifiant les compétences des divers organes, impliquant également le déménagement du secrétariat central de Genève à Bruxelles. Plusieurs changements dans le personnel ont encore compliqué la tâche du Conseil élu à Budapest, qui fut essentiellement de mettre en œuvre les décisions de Budapest et de procéder aux ajustements nécessaires. Le rapport du Conseil, dirigé par l'Evêque anglican Christopher Hill, le Métropolitain Emmanuel du Patriarcat œcuménique et la pasteure luthérienne Karin Burstrand de Suède était donc attendu avec intérêt. Parmi les changements intervenus, signalons la réduction de la taille des délégations et donc de l'Assemblée.

La FEPS avait ainsi droit à trois sièges de délégués. Le Conseil avait désigné Jeannette Behringer, collaboratrice de l'Église de Zurich, et Gaby Bürgi Gsell, travaillant dans l'Église d'Appenzell, pour accompagner Serge Fornerod du secrétariat. Cette délégation s'était préparée au mieux avec les informations disponibles avant l'Assemblée. Chaque membre de la délégation a écrit un petit rapport sur chaque journée (cf. ci-dessous). L'Église catholique chrétienne de Suisse et l'Église méthodiste de Suisse avaient droit chacune à un délégué. M. Walter Lüssi, président d'Oikosnet-Europe (association européenne des Centres de rencontres et de formation en Europe, et par ailleurs également secrétaire général de l'Église de Zurich) était également présent comme observateur.

## 2. Journal

### *Jour 1 – jeudi 31 mai*

L'Assemblée fut ouverte dans l'après-midi par les salutations officielles de l'évêque local de l'Église orthodoxe serbe et du gouverneur de la province autonome de Voïvodine. Le Patriarche de l'Église orthodoxe serbe, Irénée, honora l'Assemblée de sa présence. Ses mots de salutations, non prévus au programme, prirent rapidement la forme d'une plainte sur la situation de la minorité serbe au Kosovo, en particulier le statut des centaines de bâtiments et monastères orthodoxes détruits, abandonnés ou endommagés. Selon lui, les Serbes ont perdu 17% de « leur » territoire et endurent l'injuste « destruction de leur culture ». L'évêque local lui, évoqua surtout l'aspect multiculturel de la région (25 nationalités différentes en Serbie !), et résuma le thème du travail de l'Assemblée par ces mots : « comment témoigner de Jésus-Christ aujourd'hui dans notre contexte ? ». Le gouverneur de la région se réjouit de la présence de l'Assemblée en Voïvodine, « pays laïc mais riche de traditions religieuses ».

Après cette première mise en jambe formelle, l'Assemblée procéda à ses premières décisions pour constituer les organes nécessaires à son bon déroulement et accueillit deux nouvelles Églises membres, la Fédération baptiste d'Europe et l'Église épiscopaliennne d'Ecosse.

Le moment phare de cette journée fut sans doute le culte d'ouverture qui se déroula en fin de journée au centre-ville, sur une place en plein air et au milieu des passants et de gens attablés aux terrasses. Ce souci de mettre l'Église dans l'espace public fut renforcé par la référence claire à la fête de Pentecôte, qui vient d'être célébrée dans toutes les Églises : une grande quantité de langues, locales et d'autres pays européens, furent utilisées pendant la célébration, pendant laquelle les Églises minoritaires furent bien visibles. La fête se poursuivit ensuite dans un des bar-restaurants de la place, où tout le monde fut invité à faire connaissance autour d'un apéro dinatoire, y compris les badauds et curieux. Cela ouvrait dignement le premier sous-thème de l'Assemblée, l'hospitalité.

### *Jour 2 – vendredi 1<sup>er</sup> juin*

#### Contenus

La première des quatre journées thématiques était consacrée à l'"hospitalité". Le premier exposé de la conférence fut donné par le chef de l'Église syrienne, Moran Mor Aphrem II, Patriarche d'Antioche et de tout l'Orient de l'Église syro-orthodoxe. Il débattit des conditions propres à l'hospitalité et se référa dans son discours notamment à l'Ancien Testament, Genèse 18. Selon Moran Mor Aphrem, les étrangers devraient être traités de la même manière que les gens du pays, telle est la vraie philanthropie mise en pratique. C'est également ce que nous enseignerait la vie de Jésus, faite de fuite et d'errance, un exemple impressionnant qui incarne la dépendance suprême à l'hospitalité. Plus encore, cet exemple illustrerait aussi le fait que les chrétiens sont des citoyens du Royaume de Dieu, qui vivent certes sur cette Terre, mais qui ne sont pas de cette Terre. Ils vivent comme des étrangers dans ce monde et ne devraient pas se confondre avec le monde lui-même. Partant, puisque nous, chrétiens, ne connaissons pas les frontières terrestres, une aide inconditionnelle serait donc possible et nous y serions engagés.

L'orateur aborda la situation difficile des réfugiés au Moyen-Orient, leur fuite, les déplacements. Il identifia les causes de la crise dans les luttes opposant certaines superpuissances internationales qui convoitent en fait les ressources naturelles présentes

dans la région et comme une conséquence du printemps arabe. Le déclin des chrétiens en Irak serait radical (environ 10% du nombre d'avant la guerre). Les Églises, quant à elles, auraient la responsabilité d'accueillir des personnes de toutes confessions. Parmi les problèmes et défis rencontrés, il mentionna le rejet des réfugiés (par exemple en Allemagne et en Suède), l'exigence d'intégration entre traditions orientales et société d'accueil, ainsi que le prosélytisme des réfugiés par d'autres Églises, qui exploiteraient la situation difficile des migrants.

Le Patriarche laissa de nombreux auditeurs appartenant à l'Occident sécularisé du continent sur des impressions ambivalentes, avec des phrases telles que : "Les valeurs de l'Europe sont fondamentalement des valeurs chrétiennes" ou encore : "Le prosélytisme n'est pas la politique de la grande majorité des Églises membres de la KEK", laissant entendre que certaines Églises de la KEK pratiqueraient le prosélytisme en Syrie.

Meletis Meletiadis, président du Synode de l'Église évangélique de Grèce, répondit tout d'abord en présentant un film. Il dépeignit la vague de réfugiés de 2015 comme une situation à laquelle personne ne s'attendait et face à laquelle la société grecque était impuissante. Citation : "Il n'y avait que les champs, les réfugiés et nous". L'Église protestante de Grèce, à laquelle appartient 0,04% de la population, prit une position claire, dans ces circonstances. Le film traitait de divers projets d'aide dans et à travers les paroisses, qui contribuent aux besoins de base des réfugiés et favorisent leur accès à la société par le biais du travail, de l'éducation et de l'enseignement de la langue. La motivation de base n'est autre que la mission du Christ, l'engagement relève d'un devoir chrétien et non pas d'un "devoir propre à une confession". Cette motivation distingue d'ailleurs ces projets des projets de type philanthropique. La question à poser ici étant "Où est mon frère ?". De plus, l'Église protestante est à la fois un vecteur de l'amour envers l'Europe et de l'amour envers son propre pays. Par ailleurs, comme la Grèce est aussi souvent le premier pays chrétien dans lequel les réfugiés arrivent, il est important, selon l'orateur, d'éradiquer les préjugés à la racine. La crise en Grèce ne devrait pas empêcher les gens d'aider leur prochain. Mais il convient avant tout de lutter contre les causes de la crise des réfugiés : les Églises devraient en particulier lancer un appel aux pays qui exportent des armes vers les régions en guerre.

La réaction d'un délégué grec orthodoxe à ce témoignage se fit l'écho du discours prononcé peu avant par le patriarche Aphrem II, en avançant qu'une telle action constituerait une menace pour l'Église orthodoxe.

### Workshops

*Avant la réunion, les délégués avaient reçu une sélection de 2x7 ateliers thématiques ayant trait aux domaines de travail de la KEK, pour lesquels ils avaient pu s'inscrire et qui furent répartis sur deux après-midis.*

#### Workshop „Dialogue according to Art. 17 III TFEU: Opportunities and challenges

*L'article 17 III 3 fait partie du Traité de Lisbonne, en vigueur depuis 2009. Il établit le statut des Églises, leur reconnaissant une identité indépendante et définissant leurs relations avec les États, dans le cadre de leur responsabilité nationale. Il régleme également le dialogue des Églises avec les institutions de l'UE, lequel se doit d'être "ouvert, transparent et régulier".*

*Cet article reconnaît l'importance des Églises vis-à-vis des institutions de l'UE. Quatre axes sont ouverts pour le dialogue des Églises avec l'UE (Dialogue de haut niveau, réunions des organisations et présidences de l'UE, séminaires de dialogue et réunions bilatérales). En résumé, on peut dire que, du point de vue de l'UE, le statut des Églises a décliné ces dernières années. Par exemple, la responsabilité du dialogue de haut niveau a été confiée*

au Vice-président de la Commission européenne. Il est à craindre que l'article 17 ne soit affaibli après les élections au Parlement européen en mai 2019 et que les Églises ne perdent leur position forte au sein de l'UE.

La préservation de l'article 17 est donc importante et devrait également être prise en compte, lors des interviews des candidats au Parlement européen, car c'est lui qui contribue à façonner l'agenda européen et l'accès des Églises aux multiples institutions européennes.

#### Workshop „Ecumenical fellowship of Churches“

Un atelier très bien visité (près de 100 participants) et tout à fait instructif. Les participants reçurent tout d'abord un rapport intermédiaire de l'évaluation organisée par la KEK sur la réception de la Charta Ecumenica par les Églises. Puis, trois théologiens des familles confessionnelles ont présenté quelques pistes de réflexions sur la collaboration théologique œcuménique. Alors que le collègue orthodoxe se contentait de lire quelques paragraphes de déclarations communes signées par des Patriarches avec d'autres leaders confessionnels (presque toujours le Pape François), le représentant anglican s'attaqua à décrire la relation théologique entre « witness » et « worship », le premier terme pour l'action œcuménique commune, et le second pour le rapprochement théologique et ecclésiologique entre les confessions. Il montra combien ces termes, même s'ils sont théologiquement distincts et à distinguer, sont indissociables l'un de l'autre : « our worship is witness and our witness is also a worship ». La participation et la différenciation vont ensemble et ne doivent pas être des alternatives. La repentance des Églises pour les divisions se montre elle-même dans et par le nécessaire dialogue, même si, « dans nos cœurs, nous sommes tous un peu sceptiques quant à l'unité ».

La discussion en groupe qui suivit fut tout à fait passionnante : elle fut lancée par un jeune théologien orthodoxe, qui affirma immédiatement son désaccord avec l'exposé de son collègue qui, selon lui, nourrissait l'illusion que le dialogue théologique œcuménique était une priorité pour l'Église orthodoxe. Il confirma aussi un article de presse récent citant un haut représentant du Patriarcat œcuménique de Constantinople, selon lequel l'Église orthodoxe ne partageait pas l'objectif de l'unité visible de l'Église du mouvement œcuménique, mais n'est d'accord de cheminer avec les autres Églises de la KEK que sur la base du « faire et témoigner ensemble ». Il concluait qu'on se trouvait aujourd'hui dans un renversement des positions de départ dans les confessions chrétiennes au sujet du dialogue œcuménique, comme elles sont par exemple exprimées dans le préambule de la Charta Ecumenica : l'unité visible de l'Église était le cheval de bataille des orthodoxes et des catholiques, alors que les protestants insistaient sur l'œcuménisme pratique, le « vivre et témoigner ensemble ». Or aujourd'hui, les rôles sont inversés. Les protestants en ont assez d'être utilisés pour des actions de témoignage sans impact et rêvent de reconnaissance officielle, alors que les orthodoxes n'y pensent même pas et souhaitent un « modus vivendi » pragmatique et éthique là où cela n'est doctrinalement pas décisif. Raison pour laquelle la Charta Ecumenica n'a jamais été diffusée ni vraiment publiée ou reçue dans les Églises orthodoxes. A la fin de l'échange, un participant résumait l'état de la discussion œcuménique aujourd'hui avec la question « devons-nous vraiment définir un objectif à l'œcuménisme ? » Et lorsqu'un participant demanda au jeune théologien orthodoxe si l'on pouvait citer ses propos dans la restitution en plénum, sa réponse fut : « Surtout pas, mon évêque est ici ! ».....

### Workshop „What will be the world of tomorrow?“

*L'atelier abordait la question clé : à quoi ressemblera le monde du travail de demain ? Il y fut traité de la numérisation et de la réflexion des Églises sur le "bon travail". Après une brève présentation personnelle des participants, le fonctionnement du réseau CALL de la KEK (CALL = Church Action and Labour Life) fut présenté et ses besoins furent mis en exergue. CALL souhaite œuvrer en faveur de l'économie et pour le bien des employés : pour un emploi bon et décent, un travail et des activités s'inscrivant dans la durabilité. Cela montre qu'en tant que chrétiennes et chrétiens, nous pouvons utiliser les acquis technologiques, sans pour autant perdre de vue les victimes de cette évolution. L'âge de la numérisation devrait se traduire par plus de temps libre, des heures de travail réduites et créer moins d'emplois à haut risque, mais aussi dégager davantage de temps pour l'instruction. En tant qu'Église, nous sommes également appelés à apporter une contribution sociale, en d'autres termes : devenir prophétique, diaconal et intercéder pour les autres. Cependant, les employés des entreprises devraient pouvoir se voir garantir un travail rémunéré. La référence biblique de l'atelier a été trouvée dans Isaïe 65 et dans le chapitre 5 de Jean. Cet atelier me marqua à tel point que j'ai désormais entamé une réflexion fondamentale permanente sur la question de savoir quel présent offrir aux jeunes à l'occasion de chaque culte. Les participants s'interrogèrent en effet sur les questions suivantes : qu'est-ce que les jeunes devraient vraiment apprendre/recevoir de nous ? Derrière quels cadeaux se cache vraiment un sens et quel est le sens d'une production bon marché, dans un monde qui entretient la surproduction ?.*

### Plénum

Lors de l'examen des comptes rendus, la présentation des travaux de la KEK par le Président et le Secrétaire général permit d'aborder les défis qui sont actuellement présents en Europe (dont la migration, les droits humains, la justice climatique) et ceux auxquels est confrontée la KEK elle-même (notamment la poursuite des travaux sur la Charta Eumenica).

Le projet de Convention chrétienne européenne (CCE) fut évoqué de manière positive dans le rapport de la KEK. Cependant, le rapport soulevait aussi la question de savoir comment ledit projet affectera l'avenir des assemblées œcuméniques. Le projet de CCE n'ayant pas pour vocation d'être un rassemblement œcuménique, une contribution orale vint rectifier cette réserve. Le projet CCE est en effet une initiative lancée et soutenue par les Églises, qui vise à débattre des contributions chrétiennes et théologiques pour l'avenir de l'Europe et à trouver des réponses aux questions clés de demain, de concert avec certains acteurs de la société civile, du monde des affaires, de la politique et de la science.

### Impressions

Il convient de noter que la diversité de la KEK, en termes de régions, d'Églises, de dénominations et de positions en matière de politique œcuménique est source de richesse, au même titre que la coordination accomplie de cette même diversité. Elle présente naturellement des avantages et des inconvénients, tels que la visibilité du réseau au niveau européen d'une part, mais aussi la difficulté de coordonner cet ensemble complexe, d'autre part.

Le positionnement des Églises dans le contexte politique et social fut précisé au fil des nombreuses déclarations. La politique et l'Etat furent presque toujours évoqués comme le "contraire" des Églises dans la société. Il semblerait toutefois que les acteurs de la société civile qui, en dehors du paysage ecclésial, œuvrent aussi à de nombreuses questions

communes à notre démarche ne se profilent pas comme des interlocuteurs ou des partenaires de coopération, ce qui est étonnant au vu du potentiel important inhérent à une telle coopération.

En ce qui concerne le projet de CCE, de nombreuses discussions bilatérales eurent lieu le vendredi.

### *Jour 3 – samedi 2 juin 2018*

"Les murs n'atteignent pas les cieux"

Le thème de la journée était la "justice". La structure de la journée correspondait à celle de la journée précédente et il était aisé de trouver son chemin : prière du matin, étude biblique, réflexion, prière du déjeuner, atelier de l'après-midi, plénière sur l'avenir de l'Europe, plénum statutaire et, après 21h, réunions des commissions pour tous ceux qui avaient été désignés dans les différents groupes de travail. S. Fornerod fut nommé à la Commission des questions stratégiques et politiques.

Lisa Schneider du Conseil œcuménique de la jeunesse en Europe (EYCE) fut l'oratrice principale de cette journée. Un signe visant à donner plus de poids aux jeunes. Elle parla du thème de la "justice" avec une approche personnelle, à savoir celle d'un juge en formation au sein du système juridique allemand. Son exposé eut un effet rafraîchissant : pour une fois, lors d'une conférence œcuménique, les discussions théoriques et de plaidoyer sur des concepts liés aux sciences économique et politique nous furent épargnées. Au lieu de cela, l'oratrice nous rendit sensibles aux situations de travail des personnes traitées de manière injuste, même dans notre système juridique. Elle défia notamment l'assemblée en demandant à ceux qui avaient au moins un diplôme universitaire de se lever. Les trois quarts des participants se levèrent, ce qui illustre clairement le profil sociologique des Églises en Europe et des délégués à une telle réunion. "Dans le Nouveau Testament, ce groupe est appelé "Pharisiens", ajouta-t-elle en souriant.

L'évêque de l'Église évangélique méthodiste de Suisse, Patrick Streiff, dont le diocèse comprend également la Serbie, la Macédoine ou encore l'Algérie, dut se charger au pied levé de la deuxième présentation. Il parla de l'espérance et de la justice d'une manière très biblique, pastorale, réaliste et convaincante. En particulier, lorsqu'il conclut son exposé sur la perspective du travail des Églises avec les jeunes en Europe et pour l'Europe par ces mots : "Notre foi n'est pas basée sur des valeurs, mais sur le Christ".

La préoccupation des jeunes fut également au cœur des réflexions de l'ancien Secrétaire général de la KEK, le Genevois Jean Fischer. Au cours du "Plénum sur l'avenir de l'Europe", il prononça un bref discours sur les rêves qu'il est bon de nourrir, nous rappelant qu'il fut un temps où il n'eut pas été possible d'organiser une conférence en Serbie, à cause de la guerre. "Mais heureusement", souligna-t-il, "les murs n'atteignent pas les cieux". Ses propos furent reçus avec les applaudissements qu'ils méritaient.

Le deuxième orateur fut le Patriarche Irinej de Novi Sad et Batchka. Une redingote noire et une barbe blanche jusqu'à l'abdomen le recouvraient. Ses paroles étaient marquées par son expérience de la guerre. Il déplora la sécularisation et critiqua le fait que les États européens parlent des Balkans d'une manière désobligeante et ne reconnaissent pas le sens et l'origine de notre histoire commune. Néanmoins, il sut aussi trouver des paroles conciliantes et nous montra un film sur la consultation des Églises dans certains pays. Une contribution qui montrait que l'engagement des Églises au sein de la société doit être de nature diaconale - ne pas voir la sécularisation comme un ennemi, mais apporter un témoignage propre.

Ce discours non programmé devait servir d'introduction à la présentation du nouveau document officiel de la KEK sur la situation en Europe "Choisir l'espoir au carrefour de l'Europe". Mais le discours de l'évêque donna bientôt lieu à un réquisitoire contre les valeurs occidentales modernes, la "décadence morale", le gouvernement du Kosovo, etc. En d'autres termes, les délégués eurent soudainement face à eux deux visions différentes de l'Europe : celle de l'évêque de la région et celle de la KEK. Et elles ne sont pas vraiment compatibles.

Puis les représentants de la conférence des jeunes prirent à nouveau la parole. En essence, ils firent clairement valoir que c'était leur génération qui était contrainte de vivre avec des problèmes environnementaux et des ressources raréfiées. Mais cette génération ne peint pas un tableau sombre de l'avenir, cette génération veut être perçue comme agissante ici et maintenant. "Nous aimerions pouvoir dire à nos enfants que nous n'avons pas construit des murs mais des ponts." Telle est leur vision, nourrie de respect pour tous et associée au désir de trouver le Christ dans différentes cultures et diverses dénominations. "Ce n'est pas ce que nous voyons qui compte, mais comment nous voyons cette chose", observera un jeune homme d'origine africaine.

Lors de la discussion plénière, deux jeunes femmes répondirent encore à des questions sur l'Europe : quelle Europe voulons-nous défendre ? Quel est le rôle des Églises en Europe ? Que peut faire la KEK pour mettre en œuvre ce principe ? Il n'y aura pas de suggestions pratiques, pouvant être facilement mises en œuvre, la discussion en restant au niveau philosophique. Mais les jeunes savent ce qu'ils veulent, comment participer et comment s'impliquer. Ils sont prêts à assumer leur rôle.

Après tant d'idées différentes et d'échanges passionnants, vint un point de l'ordre du jour plus ardu, de nature statutaire : la plénière délibéra, en deuxième lecture, au sujet des ajustements nécessaires dans la nouvelle Constitution de la KEK pour répondre aux exigences de la législation belge. Un document sur lequel la KEK travaillait depuis dix ans et qui semblait désormais satisfaire aux exigences de la loi belge. Un document que la plupart d'entre nous auraient souhaité entériner, n'eut été le souhait formulé par la famille orthodoxe d'introduire un amendement théologique de fonds. Ce nouveau débat mis l'Assemblée dans une posture délicate. Dix ans de travail, pour risquer à nouveau de compromettre l'unité et la compréhension mutuelle. Il fallut renouveler nos efforts pour trouver un consensus et en passer au vote sur un point du préambule, à cause de points de vue confessionnels divergents et de la définition du mot "Église". Après de nombreuses prises de parole et moult plaidoyers en faveur de l'unité et de la compréhension mutuelle, l'amendement orthodoxe finit par être accepté. Ce fut un soulagement pour tous.

#### Workshop „Democracy and populism: The role of Education and of CEC”

*Le thème de la démocratie et du populisme suscita un grand intérêt, environ 45 participants assistèrent à l'atelier. A la manière d'un Café du monde organisé autour de 5-6 tables, les participants furent interrogés sur leurs expériences et leurs jugements. Les résultats reflétèrent les circonstances propres à chaque pays, où le contexte social et parlementaire (mouvements et partis populistes) varie grandement. L'échange concernant l'approche à adopter et les différentes stratégies en découlant fut très animé et très précieux pour tous les participants.*

*Il fut convenu que le thème du populisme constituait aussi un sujet central pour les Églises membres de la KEK, et que ce sujet était encore trop peu abordé. Il s'agit d'un débat interne important, car la KEK, l'une des voix par laquelle s'exprime la démocratie, devrait se faire plus entendre qu'elle ne l'a fait jusqu'ici.*

Workshop „Persecution of Christians: situation in Syria and Irak »

*Cet atelier fut introduit par un exposé du Prof. Christof Sauer, de l'Institut International pour la liberté religieuse IIRF. Il tenta de montrer l'évolution statistique des chrétiens dans ces deux pays depuis 50 ans. Si la diminution drastique et tragique des chrétiens depuis une dizaine d'années est connue de tous, il n'en va pas de même pour la période précédente. Or les chiffres montrent que la population chrétienne n'as pas du tout suivi la même courbe ascendante que le reste de la population de ces pays, et que leur importance statistique n'a cessé de diminuer depuis 50 ans. Les chrétiens font moins d'enfants que les autres, ou bien émigrent à l'étranger depuis bien longtemps avant la guerre ! Ensuite, un responsable des programmes d'aide du Patriarcat orthodoxe de Damas nous brossa un portrait de la situation actuelle des chrétiens à l'intérieur du pays. Il rappela ainsi que le fondateur du parti Baath (de la famille Assad, mais aussi de Sadam Hussein en Irak) n'était pas un musulman mais un orthodoxe grec, et que jusqu'à récemment, le gouvernement avait toujours eu des ministres chrétiens. Il est par conséquent choquant pour les chrétiens de Syrie d'être considéré par les occidentaux comme une « minorité ». Ces catégories ne sont pas pertinentes pour la société syrienne, qui est religieusement neutre pour pouvoir compter sur l'appui de toutes les communautés. Celles-ci bénéficient de certains droits dans la jurisprudence civile ainsi que de quotas dans le Parlement.*

*Un participant informa également sur un nouveau phénomène qui est un casse-tête pour les Églises : de nombreux syriens musulmans se convertissent au christianisme en particulier orthodoxe depuis qu'ils sont réfugiés en Occident. Ils n'arrivent pas à s'intégrer aux communautés existantes à cause de la tradition communautariste séculaire et créent alors leur propre Église syrienne. Un réseau mondial de chrétiens avec un passé musulman est en train de se construire sur le plan mondial.*

*Jour 4 – dimanche 3 juin 2018*

Contenus

Dimanche après-midi, des contributions furent livrées sur le thème "Présence chrétienne et témoignage face à l'avenir de l'Europe". Après les services confessionnels du matin, Zoran Djordjevic, Ministre du travail, de l'emploi, des anciens combattants et des affaires sociales, ouvrit la séance plénière. Il parla de la situation actuelle et des principaux défis auxquels la Serbie est confrontée aujourd'hui. La confiance dans l'armée et l'Église orthodoxe serbe y est traditionnellement élevée (respectivement 57% et 44%, selon une étude de la Banque mondiale), tandis que la confiance dans le gouvernement serait très faible. A noter toutefois que la confiance dans le gouvernement augmente (35 %) à l'heure actuelle. Le Ministre en profita aussi pour exposer le développement de son pays, qui est candidat à l'adhésion à l'Union européenne depuis 2012, et décrire un phénomène ambivalent que l'on observe. En effet, d'un côté, l'on s'astreindrait à renforcer la "confiance en soi serbe" et, de l'autre, il convient de présenter la Serbie comme un Etat multiculturel. Cette situation fut clairement illustrée par l'exposé qui fut fait du conflit actuel autour des sites chrétiens du Kosovo, dont l'accès serait actuellement rendu difficile par des agressions.

Le thème de l'après-midi était "Présence chrétienne et témoignage dans l'avenir de l'Europe". Dans son discours, Justin Welby, archevêque de Canterbury, désigna la peur comme étant la plus grande menace pour l'Europe, car la peur de l'autre ne sert qu'à construire des murs. Et si l'Europe se trouve actuellement dans une phase délicate de son développement, l'Union européenne n'en serait pas pour autant menacée dans son



existence. La tâche la plus importante du christianisme serait donc de clamer cette réalité à la société et d'agir de manière crédible, conformément à une telle vérité. L'union des confessions chrétiennes et des Églises, ainsi que la communion fraternelle seraient en outre essentielles pour contrer les tendances à la division présentes en Europe. La diversité de l'Europe, comme de l'Union européenne, avec ses priorités que sont la paix, la prospérité et le soutien aux pauvres et aux faibles est un don précieux, que l'Église se doit de rappeler, avec toute l'assurance que lui confèrent les forces qui sont les siennes. L'archevêque rappela aussi qu'au demeurant, le Bon Samaritain n'avait rien fait d'impossible ; au contraire, il avait fait ce qu'il avait pu et puis s'en était allé. Interrogé sur la responsabilité des puissances occidentales dans la résolution des conflits, l'archevêque émit cette mise en garde : "La réconciliation ne peut être imposée d'en haut".

Petra Bosse-Huber, évêque pour l'étranger de l'Église évangélique d'Allemagne EKD , souligna le fait paradoxal qui voit aujourd'hui l'Union européenne souffrir de son propre succès. L'évidence de la paix et de la prospérité pour le plus grand nombre aurait en effet conduit à une aliénation des citoyennes et citoyens face à l'UE. Elle salua ensuite le projet de consultation "Quel avenir pour l'Europe" mené par la KEK et exprima l'espoir que la poursuite du dialogue au sein des Églises puisse également entraîner un renforcement de la position des Églises.

D'après elle, un engagement politique des Églises, notamment en coopération avec les institutions de l'UE, est important pour façonner l'avenir. Elle situe le potentiel des Églises plutôt en dehors de la politique courante, par exemple lorsqu'il s'agit de combattre les causes de fuite et en matière de connaissance des faits réels, laquelle préside à toute prise de décision. Par leur réseau mondial de projets, leur accès aux personnes vulnérables et leur position, les Églises auraient ici une compétence particulière à faire valoir.

La contribution de Frans Timmermans, Vice-président de la Commission européenne, fut malheureusement annulée. Un message vidéo fut envoyé par Mairead McGuinness, Vice-présidente du Parlement européen, qui est responsable des relations avec les religions au nom du Parlement.

### Impressions

Il fut très regrettable qu'aucun haut représentant des organes politiques officiels de l'Union européenne ne fut présent. Ainsi, les réactions au sujet du document de réflexion présenté, qui résumait les réponses de la Consultation européenne par le biais d'une lettre ouverte, furent circonscrites au cercle des représentants des Églises. L'absence des responsables politiques de l'Union européenne donna matière à réflexion et la question de savoir comment renforcer l'influence des Églises sur la politique européenne fut examinée. L'annonce de la poursuite des dialogues européens au niveau local et régional dans les Églises fut certes jugée positive. Restait toutefois ouverte la question de savoir comment intégrer les résultats de ces dialogues dans le processus de formation de l'opinion des membres de la KEK, afin qu'une discussion animée sur l'avenir de l'Europe (qui n'est pas seulement l'Europe de l'UE) puisse se poursuivre.

La veille au soir, le projet de Convention chrétienne européenne CCE avait été présenté à un total de 12 parties intéressées dans le cadre de deux tables rondes, lors d'un dîner-débat. Il apparut clairement que l'idée et le concept d'une CCE répond à un besoin concret des Églises et s'inscrit bien dans l'air du temps. Lors du dîner-débat, et dans le cadre de l'Assemblée en général, les contacts et les informations avec des acteurs ecclésiastiques centraux et pertinents (y compris le CCEE, la CEPE, la CCME, Eurodiaconia, la COMECE), tout comme avec les Églises individuelles et les réseaux œcuméniques purent être approfondis.

En fin d'après-midi, tous les participants furent invités à la procession et à la prière, le long du Danube. L'événement commémorait les victimes des bombardements de l'OTAN en 1999. Il n'y eu là aucune prise de position liée aux conflits armés de la guerre dite de Yougoslavie, il s'agissait d'un engagement en faveur de la paix et de l'empathie envers toutes les victimes. La procession débuta près du monument, érigé sur les rives du Danube en 1971, qui commémore les quelques 800 Juifs et 700 Serbes massacrés par des unités hongroises en 1942. La procession pris fin, une fois arrivée au Pont de la Liberté, où quatre arbres furent plantés.

### *Jour 5 – Lundi 14 juin 2018*

L'élection du président et du nouveau Comité directeur était à l'ordre du jour. Le thème de la journée était le "témoignage". Le Métropolite Porfirije de l'Église orthodoxe de Serbie revint sur la notion de témoignage dans son interprétation de la Bible, Matthieu 28, 18-20. Son discours complexe traitait de la discrimination à l'encontre des groupes minoritaires. Comme exemple de groupes minoritaires, il mentionna les Serbes qui vivent en Croatie et dont les enfants seraient obligés de suivre un enseignement religieux catholique. Il parla des emplois qu'ils ne conserveraient pas en raison de leur origine. L'exemple choisi n'a rien d'aléatoire. Une fois de plus, au cours de ces journées, il devenait évident que la paix entre Croates et Serbes et les autres pays voisins est très fragile. La KEK, consciente de ce problème, a invité dix jeunes Serbes de Croatie et dix jeunes Croates de Serbie à Bruxelles. Ces groupes minoritaires pourront ainsi en apprendre davantage sur la démocratie. Par leur participation, ils ont su saisir l'occasion de la réconciliation, de la paix et de l'amitié. Une graine qui poussera, pour changer la pensée et les actions des jeunes générations.

Le discours du Dr Antje Jackelen, archevêque d'Uppsala en Suède, mit en avant des constats positifs : "Le chrétien du futur sera un témoin", souligna-t-elle, attirant à son tour l'attention sur la situation liée à la sécularisation. "Un bon témoin a des connaissances, des bases et des compétences pédagogiques." Un témoin est quelqu'un qui était là, non pas il y a 2000 ans à Jérusalem, mais là en tant que témoin du cœur, de l'apostolat et de la bonne Parole. Malheureusement, le fait que le futur chrétien appartiendra désormais à une minorité fut également noté. Elle nomma ensuite les 4 défis actuels en "**P**": **p**olarisation, **p**opulisme, **p**rotectionnisme (nationalisme) et **p**ost-réalité. A la tendance populiste, elle opposa le message de Martin Luther King : "La force sous sa meilleure forme n'est autre que l'amour, qui répond à l'exigence de justice". L'image d'une icône éthiopienne d'Emmaüs compléta sa pensée. Cette icône nous narrait une sorte de "surprise divine" et suggérait que la deuxième personne approchée sur le chemin d'Emmaüs ne serait autre que l'épouse de Cléopas. Cette image servit de transition en douceur pour passer à la mention de quelques statistiques sur la proportion d'hommes et de femmes dans l'église.

Dans sa réflexion, Tauri Tölpf, de l'Église orthodoxe d'Estonie, repris l'idée d'un témoignage à pouvoir thérapeutique. "L'église n'est pas une salle d'audience, mais un hôpital pour le monde."

Le plénum du jour traitait des documents de stratégie. Ces documents présentaient la perspective de domaines de travail inédits. Pour résumer les rapports : les nombreux discours surent créer une atmosphère passionnante et font preuve, une fois de plus, de la diversité des régions et des Églises représentées ici. L'un des points les plus importants à l'ordre du jour portait ensuite sur l'élection du Président. Les deux candidats, Christian Krieger de Strasbourg et Anders Gadegaard de l'Église luthérienne du Danemark, durent d'abord répondre aux questions posées par les représentants des jeunes. Finalement, c'est Christian Krieger qui fut élu. La procédure eut lieu au moyen de bulletins de vote, comme

nous, les Suisses, y sommes habitués. La procédure à établir, tout comme les personnes autorisées à se trouver dans la salle pendant le vote firent l'objet d'une longue discussion. Les listes avec tous les noms proposés pour le nouveau Comité directeur furent également longuement débattues. Les questions suivantes furent examinées : toutes les régions avaient-elles été prises en compte ? L'équilibre des régions avait-t-il été respecté ? L'égalité des sexes et les dénominations correspondantes avaient-elles été prises en compte ? Autant d'objectifs à poursuivre dans la persévérance.

La journée se termina tard. Après le dîner, animé de belles sonorités folkloriques serbes, un échange régional était au programme, consacré à la réflexion sur tout ce qui pourrait être encore possible à la KEK. Ce n'est qu'ensuite que nous nous dirigeâmes vers le bar, où les récits de chacun donnèrent un aperçu du monde du travail des autres. Voilà aussi ce qui permet d'enrichir son propre travail, par l'apport de nouvelles idées ou thématiques. D'ailleurs, Neil Lampert, pasteur d'Angleterre, était venu à ce congrès en qualité d'invité, muni d'une idée merveilleuse. Neil avait conduit sa voiture jusqu'en Serbie, apportant avec lui deux tables et sa meilleure porcelaine. Chaque midi, il nous invitait à un Tea Time dans le parc. Chacun trouvait place à sa table. A l'occasion du déjeuner de ce lundi, je m'installai aux côtés de l'évêque Christopher Hill, Président de la KEK, et d'un couple de Serbes, qui avait également pris le chemin du parc, dans l'espoir de recevoir quelques dinars, et dont le visage s'illumina de se voir invité à s'asseoir à cette belle et généreuse table.

### *Jour 6 – Mardi 6 juin*

Le dernier jour permet de rattraper le retard accumulé dans les journées précédentes dans les décisions statutaires. Heureusement, il est petit. Les dernières retouches sont apportées aux rapports des commissions de l'Assemblée, puis ceux-ci sont adoptés. Signe des temps, et du programme très chargé, ils sont plutôt courts.

L'Assemblée se termine par un culte d'envoi mené par deux des membres du nouveau Présidium. On se salue longuement en se souhaitant une bonne poursuite du travail œcuménique. A la fin, selon la tradition orthodoxe serbe, du pain est partagé et distribué ainsi que qu'un mélange de raisins, cannelle et sucre.

La dernière soirée se passe dans les collines entre Novi Sad et Belgrade, dans un complexe hôtelier et touristique, pour tenir les dernières conversations, prendre quelques adresses et nouer les derniers contacts.

## **3. Commentaire : que retenir de l'Assemblée?**

### *Hospitalité et témoignage*

L'ouverture de l'Assemblée donna parfaitement le ton : la célébration d'ouverture, avec le Patriarche Irénée de Belgrade, en plein air, sur une des places du centre-ville, entourée de terrasses et de badauds, pour montrer la volonté d'ouverture des Églises. L'Assemblée, placée sous le thème « Vous serez mes témoins » (Actes 1,8) a structuré son travail autour de trois mots clés : hospitalité, justice et témoignage, déclinant ceux-ci sous différents formats. Le thème du « témoignage » a vraiment dominé l'ensemble du rassemblement. Ce thème est actuellement très porteur dans les milieux œcuméniques, comme on a pu le voir lors de la Conférence du COE sur la mission et l'évangélisation à Arusha (Tanzanie) ce printemps, ou lors du rassemblement du Global Christian Forum à Bogota quelques

semaines auparavant. Ce thème est aussi au centre de l'attention des Œuvres d'entraide et de développement, sous le titre de «transformative discipleship». C'est une nouvelle manière de faire avancer le dialogue œcuménique : pas seulement par le dialogue doctrinal global, plutôt bloqué, pas seulement par des rapprochements sectoriels et bilatéraux, comme entre le Vatican et la Fédération luthérienne mondiale à l'occasion des 500 ans de la Réforme en 2017, pas seulement par l'action commune dans les régions du monde dévastées par la guerre. En profilant le thème de « témoignage », on veut aussi rendre attentif au fait que l'existence chrétienne ou la présence des Églises dans la sphère publique ne sont plus évidents ou assurés en Europe comme ce fut le cas jusqu'ici. Les Églises sont appelées à sortir de leur zone de confort et s'impliquer, devenir visibles par leurs actes, et plus seulement par leurs bâtiments, leurs institutions ou leur personnel salarié. Face à la sécularisation du continent et la perte d'influence et de statut des Églises, le témoignage est un moteur de l'œcuménisme, car il simplifie les différences théologiques par la seule affirmation de la foi commune en Christ. Cela est d'autant plus nécessaire que les défis et changements sociétaux sont devenus énormes : migrations, crises européennes, populisme et protectionnisme, etc. Antje Jackelen, archevêque luthérienne d'Uppsala, pouvait ainsi commencer son intervention par une citation du défunt Cardinal Karl Lehmann : « Le chrétien du futur sera un témoin, ou bien il ne sera bientôt plus ». Et Justin Welby, archevêque de Canterbury, d'ajouter à son tour : « la peur est le plus grand danger pour l'Europe, et aussi pour le témoignage chrétien ».

### *Une normalité retrouvée*

Le mélange des genres littéraires et types d'intervention et le souci de donner une vraie place à la jeunesse (une pré-assemblée jeunesse fut organisée pour la première fois) contribuèrent fortement à dynamiser l'assemblée et renforcer la dimension d'espoir parmi les participants. Des interventions en plénière de haute tenue spirituelle et théologique, des témoins crédibles, professionnels et modestement réalistes, des célébrations bien pensées ont renforcé chez les participants la conviction d'être une grande famille de témoins sur tout le continent. Ce fut donc une belle Assemblée, un retour à la normale, avec la richesse des diverses traditions, l'ouverture aux découvertes des différences dans le dialogue et le calme. L'avis de retour à la normale concerne également les finances, qui affichent des chiffres noirs et un fonds de réserve retrouvé. Les Églises membres ont accompli sans grande difficulté le travail statutaire d'une telle conférence : rapports, comptes, modification des statuts, élections etc. Le nouveau président élu est Christian Krieger, Président de l'Église Réformée d'Alsace-Lorraine, les deux vice-présidents Madame l'évêque Gulnar Francis-Dehqani (d'origine iranienne) pour la tradition anglicane et le Métropolitain Cleopas Strongylis de Suède et toute la Scandinavie pour le Patriarcat œcuménique.

### *Des questions ouvertes pour l'avenir*

Au plan des grandes leçons à retenir, Novi Sad a permis de faire quelques constats et d'en confirmer d'autres :

- L'avenir de l'Europe et l'importance des agendas nationaux et régionaux. Depuis toujours, la KEK se veut la voix des Églises auprès des institutions européennes de Bruxelles (Commission européenne) et Strasbourg (Conseil de l'Europe, Parlement européen, Cour européenne des Droits humains). Suite aux soubresauts et crises de ces dernières années, la KEK avait lancé (juste avant le Brexit) un processus de consultation auprès de ses membres sur l'avenir de l'Europe et le rôle des Églises par une « lettre ouverte ». Celle-ci a été bien reçue et discutée dans une série de rencontres régionales. Le programme de

Novi Sad annonçait la discussion d'un nouveau document sur l'Europe en conclusion de ce processus. Mais la montagne a accouché d'une souris, et le document soumis, plutôt général et insipide, n'a provoqué quasiment aucune réaction. Idem la discussion de podium. Pire encore : l'intervention de l'Evêque orthodoxe serbe du lieu sur le même sujet juste avant sa discussion l'a encore affaibli. L'annulation de la venue du Vice-Président de la Commission Européenne est peut-être aussi un signe. Le rapport d'activité de la KEK lui-même confirme la difficulté croissante du dialogue institutionnel avec l'UE et la baisse d'intérêt de l'UE vis-à-vis des Églises et religions, contrairement aux premières années après le traité de Lisbonne. La discussion en plénière et en groupes de plusieurs documents a par ailleurs confirmé l'importance grandissante des agendas nationaux dans l'approche des dossiers européens que pratiquent les Églises et leur intérêt pour des rencontres régionales : souveraineté, nationalisme, identité sont des thèmes qui marquent aussi l'agenda des Églises.

- L'obsolescence programmée de la Charta Ecumenica : tout comme pour l'avenir européen, la KEK avait demandé à ses Églises une évaluation de la réception de la Charta Ecumenica, signée en 1999 par la KEK et le Conseil des Conférences épiscopales d'Europe (CCEE). 27 réponses ont été reçues, ce qui est un retour élevé. Mais près de la moitié d'entre elles proviennent d'Églises allemandes, et le reste des Églises d'Europe centrale et du Nord, qui avaient participé à sa rédaction. Une réponse du Sud (Vaudois du Piémont), aucune des Églises orthodoxes ou de l'Église d'Angleterre ...
- Migration et hospitalité : l'autre thème dominant fut bien sûr celui de la migration, avec des exemples de l'action de nombreuses Églises offrant l'hospitalité sur la route de l'exil. Des actions exemplaires, efficaces, durables, admirables. Mais qui ne pouvaient cacher la dure réalité géopolitique, ni l'instrumentalisation politique de la présence des migrants, ni le fait que la seule hospitalité ne suffit pas pour répondre durablement aux flux migratoires actuels dans l'hémisphère nord.
- Le « monde parallèle » des orthodoxes et la realpolitik œcuménique : le choc des cultures chrétiennes de l'Est et de l'Ouest a été palpable à plus d'une reprise. Il sera très souhaitable que la KEK trouve une bonne méthode pour en faire l'objet d'une discussion plus profonde ces prochaines années. Là aussi, on a senti que le grand souffle œcuménique s'était affaibli. Que ce soit au niveau de points du programme ou des élections, on a régulièrement vu les délégations orthodoxes ignorer les règles convenues de la KEK ou utiliser l'espace de la conférence pour se plaindre des politiques (occidentaux). Que ce soit sur le Kosovo ou la Syrie et l'Irak, le ténor orthodoxe était de se plaindre de la situation actuelle sans jamais poser même la question des causes du développement qui y a conduit et des responsabilités partagées des divers acteurs. Le grand conflit théologique entre orthodoxes et non-orthodoxes est soudain réapparu par hasard au détour d'un changement anodin du mot « Église » dans le préambule de la nouvelle Constitution, qui a dû être changé en « Églises membres ». Les grecs ont menacé de quitter la KEK si leur candidat n'était pas élu au Conseil, un jeune théologien orthodoxe affirmait en toute honnêteté dans un des ateliers, qu'il n'y avait pas de dialogue théologique profond et d'unité possibles avec les protestants, et que le discours théologique orthodoxe sur l'unité est un leurre qui

entretient des faux espoirs du côté protestant. Le dernier concile panorthodoxe de Crète a manifestement amené une certaine reprise en main doctrinale. Reste à savoir ce que cela veut dire à long terme pour la KEK.

- La sécularisation, une menace pour qui ? Dans les débats, il était frappant de voir que de nombreuses Églises, surtout de la partie orientale de l'Europe, voyaient dans la sécularisation une menace à laquelle s'opposer. D'autres Églises, sans bien sûr vanter cette évolution, abordait ce phénomène de manière plus constructive et y voyait aussi quelques opportunités, en particulier dans la liberté qu'elle accorde à une prise de parole publique et pour développer des projets de renouvellement et de réforme. Cette différence de sensibilité va continuer à marquer le dialogue à l'intérieur de la KEK de manière profonde. En effet, elle se recoupe pour l'essentiel avec celle existant entre les Églises s'identifiant fortement avec l'Etat et celles qui tiennent à mettre une distance claire entre elles et l'Etat.
- Finalement, l'Assemblée s'est montrée soucieuse de poursuivre et terminer la réforme commencée en 2013 à Budapest pour donner une nouvelle identité à la KEK. Cela passe par la redéfinition entre autres des instruments de travail, par une distinction entre divers formats d'assemblées et de rassemblement (plus régional, plus festif, plus jeune...), par un agenda plus réaliste et qui n'a pas la prétention de résoudre des incompréhensions irréconciliables sur des sujets comme la sécularisation, la séparation entre Etat et Église, le pluralisme, la place des femmes, les questions d'éthique du début et de fin de vie. D'autres initiatives nées ces dernières années comme l'European Christian Convention ou le Global Christian Forum ont été évoquées à plusieurs reprises